

Conseil Départemental
Séance plénière du lundi 29 juin 2015

Intervention d'Olivier CAPITANIO
Président du groupe Les Républicains – Val-de-Marne Autrement

(seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président,
Mes cher(e)s Collègues,

Le compte administratif 2014 confirme, hélas, ce que nous savions déjà et ce que notre groupe avait mis en lumière, notamment lors de la campagne des élections départementales, à savoir la dégradation inquiétante de la situation financière de notre département, qui devient mois après mois de plus en plus précaire.

En réalité, le Val-de-Marne, comme tous les départements de France, est pris aujourd'hui dans un véritable étau financier.

D'un côté, il y a la hausse incompressible des dépenses d'aide sociale qui s'élèvent désormais à plus de 300 M€ (*303 M€ en 2014 contre 287 M€ en 2013, soit une progression de +16 M€*) et dont la majeure partie sont des dépenses obligatoires. Ce chiffre illustre mieux que tout la précarisation grandissante de notre population et donc l'échec complet de la politique gouvernementale qui se traduit en particulier depuis 2 ans et demi par une hausse ininterrompue du chômage.

De l'autre côté, le Val-de-Marne est victime de l'érosion constante de ses recettes de fonctionnement caractérisée en 2014 par une baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) de -11 M€ (-4,8%). Là encore, c'est la conséquence de la politique menée par la gauche gouvernementale qui préfère asphyxier l'ensemble des collectivités locales plutôt que d'engager une réforme structurelle de l'Etat, indispensable au rétablissement de nos comptes publics.

Bref, le Val-de-Marne, comme tous les conseils départementaux de France, est victime des choix faits, Monsieur le Président, par vos alliés socialistes dont des représentants éminents siègent au sein même de votre exécutif départemental.

Et face à cette réalité budgétaire douloureuse, votre exécutif et vous-même, Monsieur le Président, n'avez pas fait le choix de mettre en œuvre une vraie politique de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement (hors aide sociale), qui est, dans les circonstances que nous connaissons, la seule voie possible pour rétablir notre situation financière et maintenir notre capacité à investir pour les Val-de-Marnais.

Cette absence de choix se retrouve notamment dans la progression des dépenses de personnel. Elles augmentent encore de +2,8% en 2014 après +3,1% en 2013 et +3,2% en 2012. Elles atteignent désormais un montant de 358 M€ en 2014.

En 4 ans, nos dépenses de personnel ont donc progressé de +38 M€, soit une moyenne annuelle de +10 M€ par an.

Au 31/12/2013, ces dépenses de personnel en euros par habitant étaient déjà supérieures de 54% à la moyenne des départements comparables (c'est-à-dire des départements de plus de 1 million d'habitants).

Nos dépenses de personnel ont encore augmenté en 2014 pour atteindre environ 270 euros par habitant contre 259 € un an plus tôt.

Et même si on met à part les dépenses de personnel des crèches départementales, qui sont une spécificité de notre

collectivité, nos dépenses en la matière restent largement supérieures à celles des départements comparables.

Cela n'est pas raisonnable. En disant cela, encore une fois – car je sais que certains au sein de l'exécutif départemental ont parfois tendance à caricaturer nos positions – **nous ne demandons pas une réduction massive du nombre des personnels du département. En revanche, nous demandons une vraie politique de réorganisation de nos services nous permettant de revenir rapidement, tout simplement, dans la moyenne des départements de notre taille en termes de masse salariale.**

Car il faut bien avoir conscience, mes chers Collègues, que la non maîtrise des dépenses de personnel conduit notre département à d'autres arbitrages financiers, très douloureux, qui nous paraissent contraires aux intérêts des Val-de-Marnais.

En effet, au regard de cette progression de près de +40 M€ de dépenses de personnel en 4 ans (2011-2014), il convient de rappeler que notre département a supprimé les subventions départementales aux crèches municipales et parentales pour une économie inférieure à 10 M€/an (7,4 M€ pour les crèches municipales et 2,0 M€ pour les crèches parentales).

Ce qui veut dire qu'avec un réel effort de maîtrise des dépenses de personnel départemental, ces subventions auraient donc pu être maintenues sans accroître les difficultés financières de notre collectivité.

Ce choix, au regard du subventionnement des établissements de petite enfance (hors crèches départementales), est significatif d'une politique départementale qui tourne le dos à l'avenir.

Dans le même esprit, pour limiter la croissance des dépenses courantes à + 4,1%, le département a dû réduire en 2014 son effort d'intervention dans les secteurs essentiels pour la

préparation des défis de demain. Les crédits dédiés à l'enseignement ont baissé de près de 3%. (-2,9%). Ceux destinés à l'habitat et l'aménagement urbain ont baissé de près de 5% (-4,9%). Quant aux crédits destinés au développement économique, ils ont fondu de plus de 8%. (-8,1%).

Cette politique départementale ne prépare absolument pas l'avenir du Val-de-Marne puisqu'en termes d'investissement également les dépenses dans le réseau routier et les transports et dans l'aménagement et le développement économique ont été fortement réduites : - 21% pour les réseaux routiers, -10% pour l'aménagement et le développement économique.

C'est donc les crédits dédiés à l'attractivité économique du département et l'aménagement du cadre de vie des val-de-marnais qui sont aujourd'hui sacrifiés.

Cette absence de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement contraint par ailleurs notre département à laisser filer année après année son endettement pour tenter de compenser la baisse régulière de son épargne brute.

Aujourd'hui la situation devient très tendue et d'ailleurs le rapport le reconnaît puisqu'il souligne, je cite le rapport, «la fragilité accrue de l'équilibre du budget». Et c'est un euphémisme d'écrire cela ou de dire cela au regard de la réalité budgétaire.

L'endettement départemental qui a atteint 737 M€ au 31/12/2014 a augmenté de +70% en 6 ans, soit une dette supplémentaire de +304 M€ depuis fin 2008.

Sur le seul exercice budgétaire 2014, c'est un montant de dette supplémentaire de +96 M€ pour le département.

Le résultat aujourd'hui, c'est que les emprunts nouveaux augmentent alors que les dépenses d'équipement

diminuent. Nous empruntons toujours plus pour faire toujours moins. C'est évidemment un signe très préoccupant pour notre département et pour ses habitants.

Ainsi, avec un recours à l'emprunt en augmentation de +25 M€ sur 1 an (+24%), notre département n'a même pas été capable de seulement maintenir ses dépenses d'équipement au niveau de 2013 puisque celles-ci diminuent finalement de -13 M€ pour tomber à 222 M€ en 2014 (-5,7%).

Même si les dépenses d'équipement restent encore en 2014 au-dessus du niveau de 200 M€ que l'exécutif départemental s'est fixé au Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) comme objectif peu ambitieux pour 2015, le montant de l'effort d'investissement annuel réalisé pour les val-de-marnais a de fait reculé de plus de 80 M€ en 2009 (305 M€) et 2014 (222 M€), soit une baisse cumulée de -27%.

Il est à craindre que cette tendance à la réduction de l'effort d'investissement annuel en faveur des val-de-marnais, et ce malgré le recours croissant à des emprunts nouveaux et donc à un endettement supplémentaire, se poursuive dès 2015 et pour les années à venir.

En effet, notre épargne brute (autofinancement) est désormais inférieur à 100 M€ (96 M€ en 2014) et en recul de plus de 70 M€ (-73 M€) en seulement 3 ans (169 M€ en 2011 contre 96 M€ en 2014). **Le département est donc à un tournant puisque ce montant d'autofinancement de 96 M€ est exactement égal à celui de l'endettement supplémentaire de l'exercice 2014 (96 M€). Nous sommes donc en quelque sort à la croisée des chemins.**

En 2015, il y a fort à parier que l'endettement supplémentaire soit supérieur à l'autofinancement courant malgré une nouvelle baisse des dépenses d'équipement.

Dès lors, sans réelle mise en œuvre d'une politique de maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement, le département sera de plus en plus absorbé par ses compétences sociales (61% des dépenses courantes en 2014) et de plus en plus endetté et ne pourra donc plus jouer son rôle naturel de développement des équipements et des infrastructures au profit de tous les val-de-marnais.

Nous sommes aujourd'hui, Monsieur le Président, au pied du mur.

Au moment où vous allez bientôt aborder la préparation du budget pour l'année 2016, il serait dangereux de parier uniquement sur une inflexion de la politique de vos amis socialistes en faveur des collectivités locales et d'un desserrement de l'étau financier qu'ils leur imposent pour espérer redresser notre situation financière.

Une majorité de nos concitoyens, 52% je vous le rappelle, ont soutenu en mars dernier dans ce département des candidats de la droite républicaine et du centre qui ont clairement affiché leur volonté de réduction des dépenses de fonctionnement pour redonner au département une vraie capacité à agir et à investir pour l'avenir des Val-de-Marnais

Ce changement de cap est inévitable. Car aujourd'hui, la politique financière départementale, telle qu'elle est conduite, nous dirige droit dans le mur. D'ici 2 à 3 ans, l'endettement va dépasser le milliard d'euros et l'équilibre du budget devient chaque jour de plus en plus difficile à trouver.

Je vous remercie.

Olivier CAPITANIO

Président du groupe

Les Républicains – Val-de-Marne Autrement